

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article3651>

Le business de la sécurité au coeur de la société russe

- Défense - International -



Date de mise en ligne : lundi 12 février 2007

Spyworld Actu

La violence reste omniprésente dans la vie économique russe. L'insécurité, la vulnérabilité des droits de propriété, la multiplication des « raids » destinés à changer l'actionnariat des entreprises par la force et l'intimidation, continuent de faire du « business de la sécurité » un secteur prospère, que « la remise en ordre » poutinienne n'a pas affecté.

DANS LE HALL de l'immeuble de style stalinien, où elle habite un vaste appartement avec vue sur la Moskova en plein coeur de Moscou, la blonde et opulente Elena Andreeva reçoit vêtue d'une longue tunique à l'imprimé bleu ciel. Et quand son portable sonne, une musique égrène les premiers mots de la chanson I am Beautiful...

Jamais on n'imaginerait que cette quadragénaire sémillante a fait sa fortune dans un secteur économique aussi dangereux et masculin que le business de la sécurité privée. Seules deux photos-chocs de la « Diva » entourée de ses vigiles en noir témoignent du caractère un peu particulier de sa profession.

Pourtant, Elena a été l'une des premières à se positionner sur ce marché, au milieu des années 1990, jouant de ses talents de « négociatrice de crise » pour s'imposer. Présidente de « Bastion », l'une des dix premières sociétés privées de sécurité de Russie, elle a l'expérience concrète de la manière souvent violente dont se font les affaires au pays de Poutine. Elena, qui a appris à se servir d'une arme, mais ne s'entraîne plus régulièrement « depuis des années », sait que son pays reste une jungle.

Il lui est arrivé « plusieurs fois » de dénouer des situations où la vie de ses clients était en jeu. Un jour, elle a dû dissuader un entrepreneur qui voulait que Bastion « dessoude » son concurrent. Elena Andreeva dit refuser ce genre de méthode et privilégier « la prévention ». « La violence reste au coeur de la réalité russe », n'en constate pas moins cette forte femme. Cela n'a pas l'air de l'affecter outre mesure. Comme beaucoup de Russes, Elena Andreeva a appris à considérer les intimidations, les OPA hostiles et les crimes commandités, comme les données presque « météorologiques » du monde des affaires. « Le danger physique ne me paralyse pas, il me galvanise, c'est sans doute pour cela que j'ai duré sur ce créneau, dit-elle. Et puis, il y a moins de coups de feu aujourd'hui et plus de joutes juridiques . La violence ? Il y en a toujours eu chez nous et ce n'est pas demain que cela va s'arrêter, nous ne sommes pas la Suisse ! », renchérit son adjoint, Andreï Olegovitch, un ancien de la brigade criminelle, qui vient de passer la nuit en « observation », devant une usine de câbles, où des vols récurrents se produisent.

Quand la jeune Elena Andreeva, fraîchement diplômée d'un doctorat en sciences techniques, se lance dans la création d'une entreprise de confection, au début des années 1990, « l'accumulation primitive de capital », comme dirait Marx, bat son plein en Russie. Un partage sauvage des richesses nationales est en cours. Les cadavres de banquiers ou de commerçants assassinés par des concurrents sans scrupules font la une des journaux.

Gangster en costume « flashy »

C'est l'époque des gangsters en costume « flashy » et lunettes fumées, qui viennent frapper aux portes des entreprises pour les racketter sous prétexte d'assurer leur protection. En 1993, Elena, qui s'est lancée sur le marché de la fourrure, s'inquiète pour ses stocks. Un général de ses amis travaillant pour les services secrets lui conseille de créer sa propre société pour protéger ses investissements.

Tandis que, lancée par Boris Eltsine, la purge des structures de sécurité ex-soviétiques met au chômage des bataillons d'officiers, ce « nouveau type de business » apparaît comme un moyen de se défendre contre le racket.

Les entreprises comprennent vite l'intérêt d'être défendues par des compagnies privées professionnelles gardant des liens avec leurs anciennes maisons, plutôt que par des malfrats imprévisibles. Une nouvelle loi sur les entreprises de sécurité privées, qui oblige les casinos et autres lieux à risque à protéger leurs sites, accroît l'intérêt du nouveau métier. Partout, dans les magasins, les sociétés, les entrées d'immeubles, apparaissent des civils en armes et en treillis. « Sur les 5 millions de militaires soviétiques, près de deux millions sont restés dans les ministères de force. Les autres ont rejoint les armées privées », note alors l'historien militaire Valeri Tcheban, estimant que cette « disparition du monopole de la violence n'est pas nécessairement une bonne nouvelle ».

Fine mouche, Elena Andreeva réagit vite. Bastion devient rapidement le coeur de son business. « Nous avons récupéré l'élite de nos services secrets et de notre police qui quittaient le service de l'État pour des salaires plus importants. À l'époque, ils étaient misérables », explique-t-elle.

À côté des « Tchop » comme Bastion, les grandes compagnies qui émergent vont jusqu'à se doter de « mini-KGB privés » intégrés, qui narguent les services secrets affaiblis et vont jouer un rôle clé dans les guerres oligarchiques des années 1990. Au groupe Most, créée par le magnat des médias Vladimir Goussinski, c'est carrément l'ancien patron du 5e département du KGB, Filip Bobkov, célèbre pour la répression des dissidents, qui s'installe. L'armée privée qu'il construit se retrouvera d'ailleurs en conflit avec le service de sécurité de la présidence du puissant général Korjakov, suscitant un chassé-croisé impressionnant d'hommes masqués en plein coeur de la capitale en 1994...

La mafia au sein de l'Etat

Cette concurrence privé-public s'aiguise d'autant plus que les agences d'État russes se « privatisent », déboulant de manière occulte sur le créneau juteux de la sécurité. « Beaucoup de compagnies ont estimé qu'il valait mieux être défendu par des structures d'État, remarque Andreï Soldatov, journaliste à l'agence Agentura.ru. « Elles ont réalisé qu'elles pouvaient faire d'une pierre deux coups : éviter le harcèlement de l'État et neutraliser leurs concurrents. Exemple : elles se sont mises à payer des pots de vin aux services fiscaux pour avoir la paix ; et pour que ces derniers envoient des inspecteurs chez les concurrents... »

Ce processus va connaître son apogée après l'arrivée de Vladimir Poutine aux affaires et il bat son plein aujourd'hui. Malgré les promesses de remise en ordre du nouveau président, la violence, économique comme politique, est loin d'avoir été extirpée. Dans un récent article du Times, publié après l'empoisonnement à Londres de l'ex-espion Alexandre Litvinenko, de nombreux hommes d'affaires britanniques confiaient leurs inquiétudes sur l'arbitraire russe et la corruption galopante, expliquant que la pression vient désormais essentiellement de la bureaucratie et des services censés assurer l'ordre. Dans leurs offres de services, les sociétés de sécurité mettent d'ailleurs au premier plan « la facilitation des relations avec l'administration ». « Il y a beaucoup de progrès sur la législation, mais il faut rester prudent, éviter d'aller en Russie tête baissée », précise un Français spécialisé dans la sécurité économique.

Dans un article publié dans le quotidien Vedomosti, l'ancien vice-ministre de l'Énergie, Vladimir Milov, libéral, estime pour sa part que « la Russie actuelle est dangereuse . Les statistiques concernant la criminalité en général montrent que le mythe de l' »ordre*, réinstauré par Vladimir Poutine en réaction au chaos criminel des années 1990, ne tient pas une seconde, écrit-il. Les liens entre le milieu du crime et les hauts fonctionnaires se renforcent. » Au mois de décembre, le procureur général adjoint Alexandre Boukhsman a d'ailleurs annoncé que la corruption engloutissait environ 240 milliards de dollars par an, soit l'équivalent du budget de la Russie. « Le grand problème, c'est que la criminalité est désormais organisée par les structures d'État elles-mêmes, soucieuses de s'approprier les entreprises sous couvert de renationalisation », insiste l'économiste Mikhaïl Deliaguine.

Favorable à Poutine, et se refusant prudemment à trancher « ces questions politiques », Elena Andreeva n'en pense pas moins que la violence qui perdure est liée à la redistribution de la propriété. « Avec le pétrole et le gaz qui

» coulent à flots*, il y a de l'argent disponible. Mais toutes les usines ont été privatisées, tous les morceaux savoureux du gâteau distribués. La seule manière de s'enrichir est donc d'attaquer les entreprises les plus vulnérables et d'en prendre le contrôle », explique la patronne de Bastion.

« La violence des cols blancs »

C'est ce qu'on appelle les « raids », un fléau qui ravage le monde de l'entreprise russe depuis trois à quatre ans. À chaque fois, le scénario est à peu près le même. Des actionnaires, qui s'étaient mis d'accord sur le nom d'un directeur financier, finissent par se retrouver en conflit. Le problème vient presque toujours, dit Elena, du fait que ce personnage clé, en occultant une partie des bénéfices pour échapper à l'impôt, en vient à priver certains actionnaires de leurs dividendes, au bénéfice des autres. « L'actionnaire lésé décide alors d'utiliser les juges pour déclarer illégale la nomination dudit directeur. Il envoie un huissier de justice, en général accompagné de forces de la milice ou des services, dont on ne sait jamais très bien si elles sont là de manière officielle, ou pour le compte d'un privé. Pendant ce temps, l'autre actionnaire a préparé une décision de justice similaire en payant un autre juge... Il en appelle aussi à un huissier accompagné de forces de l'ordre... », raconte Elena. Ces démarches amènent souvent les forces de différents services d'État à se retrouver face à face... L'importance de telle ou telle structure étant en général déterminante pour l'emporter.

Derrière ces opérations d'intimidation, c'est « une bataille juridique savante », menée par les services juridiques des sociétés de sécurité, qui détermine l'issue du conflit. « Ce n'est plus la violence des mafieux, mais celle des cols blancs, raconte Elena Andreeva. Et comme les avocats, chez nous, restent une profession vulnérable, ce sont des sociétés comme Bastion qui apportent l'aide juridique ou politique nécessaire. »

Il y a quelques mois, le célèbre magasin Cadeaux de la rue Tverskaïa à Moscou a fait l'objet d'un raid sauvage. Les vendeuses, toutes détentrices de parts de la boutique, ont été contactées par la Chambre d'enregistrement de Russie, qui leur a proposé de céder leurs actions moyennant 20 000 dollars la part. Pour avoir refusé, la directrice a été bastonnée et a passé un mois à l'hôpital, avant d'obtempérer, terrorisée. Vu l'envol du prix du mètre carré dans la capitale, la même chasse sans pitié aux « bonnes affaires » entraîne l'éviction de nombreux propriétaires au bénéfice de promoteurs sans scrupules. Beaucoup de coiffeurs ont disparu, chassés par les casinos. « Si le magasin Cadeaux avait eu un service de sécurité prêt à assurer un contre-raid, peut-être aurait-il résisté. Sa situation était trop exceptionnelle pour ne pas aiguïser les convoitises des promoteurs. Mais les actionnaires n'avaient pas les moyens de se payer une agence de sécurité. »

Elena Andreeva, qui dit rester une « romantique », est persuadée qu'elle « se bat contre le mal », en protégeant ses clients contre des raiders. C'est sa manière à elle d'être morale dans une société qui ne l'est pas assez. Mais elle refuse la naïveté et la faiblesse. « Il ne faut pas, dit-elle, accepter de jouer le rôle de la gentille lapine qui, comme dans le conte russe, est jetée hors de chez elle, par une renarde qu'elle avait laissé entrer ». « Quand une personne victime d'un raid vient me voir, conclut Elena. Je lui dis : »il faut être prêt à vous battre. Ce sera comme à la guerre*.
»

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/international...>